

Existe-t-il un scandale de l'avortement?

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 182.

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 20 MAI 1949

Le numéro : 10 francs

La S.N.C.F.
est en déficit
LE LAMPISTE PAIERA!

L'Affaire de Cambrai

L'AVORTEMENT EST-IL UN CRIME ?

Le Flic-Roi

C'EST Simone Wadier, innocente, qui « avoue » après plus de 30 heures d'interrogatoire par les inquisiteurs qui se relaient.

C'est Drumond, René Houzé, Guy Serbat que l'on interroge sans relâche devant les pin-up girls nonchalantes de la Défense de la Sécurité du Territoire et qu'on libère après 36 heures de détention illégale.

C'est le flic de Saint-Mandé qui abat un collier d'affiches du P.C.F.

C'est nos camarades espagnols de Metz passés à tabac aux yeux de jeunes femmes narquoises.

C'est, il y a un an, le compagnon d'un de nos groupes parisiens qu'un flic tente d'abattre au sortir d'une réunion du Palais de la Mutualité.

Mais à quoi bon continuer une liste dont les pages du Libertaire n'assureront pas la totalité ?

La presse, Le Figaro, Le Monde, n'ont pu s'empêcher de dénoncer les méthodes intolérables de la police française qu'un écrivain anglais, Arthur Koestler, avait déjà si bien su rendre dans son ouvrage, La lie de la terre.

Ce pays a toujours porté en ses flancs la plaie béante d'une police hautement criminelle choyée par tous les partis, ainsi qu'une armée exécitrice des hautes œuvres colonialistes. Nous savons que les protestations, qu'elles viennent de M. Maurice Garçon ou d'Yves Farge, ne changeront rien à une tradition éminemment républicaine du mépris des droits de l'homme. Trop de mouchards, trop d'écrivains de gauche, trop de politiciens de gauche en sont encore au slogan de « La police avec nous » pour qu'il nous soit permis d'espérer autre chose que matraquages et passages à tabac comme moyen d'ayeu à l'usage des commissaires...

Dans une société entièrement basée sur la force brutale, soutien des profiteurs et de tous les réactionnaires de droite, de gauche, d'extrême-gauche ou d'ailleurs, il est vain d'attendre une amélioration quelconque.

On n'améliore ni la peste, ni le choléra, ni le capitalisme.

On les détruit.



Déficit : 100.000.000.000

ET LES 1.000 MILLIARDS DE LA COUR DES COMPTES ?

Un mois de janvier, on nous avait dit : « Français, souscrivez ! L'emprunt à 5 p. cent c'est le budget équilibré, c'est la reconstruction assurée, c'est la France qui repart vers son immortel destin ». Et tous les margoulin, les banquiers, les agitateurs, les trafiquants patentés ou non, alléchés par ces radieuses perspectives, souscrivent. L'emprunt fut une réussite. Pour eux. Pas pour nous. Quant au destin du budget, c'est-à-dire de la France, trois mois après, le voilà encore remis en question ! C'est à désespérer ! Il manque, pour les uns, 110 milliards, pour les autres 80 ou 250 ! Personne n'est bien fixé et M. Petsche lui-même affirme aujourd'hui que tout va bien, et demain que tout va mal. Dans ce brouillard, une seule lumière : les quelque 100 milliards fournis par l'emprunt ont disparu, engloutis par le même brouillard. Le gouvernement a chaud. Au moment de la rentrée, il est tout de même ennuyeux d'avouer un tel désastre !

Et pourtant, à qui la faute ?

Le gouvernement a fait ce qu'il a pu. Grâce à lui, les « petits épargnants » ont pu transformer leur bas de laine clandestin en loyale action à 5 p. cent, Daladier reçoit les milliards nécessaires à la poursuite de la guerre d'Indochine et la « gloire » de l'armée française est intacte, les salariés sont rigoureusement bloqués au coefficient 12 et la vie au coefficient 20. Oui, à qui la faute ? Poser la question c'est y répondre : c'est la faute de la S.N.C.F. : vingt et un milliards de déficit ! Un scandale ! Pas moins...

Il faut maintenant s'affirmer, gouverner ; en un mot, prendre des mesures rigoureuses, irrévocables. Jusqu'à la prochaine fois.

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse, joindre
20 francs et la dernière bande

Et l'enfance abandonnée ? Les taudis ?

La tuerie d'Indochine ?

La misère et le luxe ? Le chômage ?

“JUSTICE” SOCIALE SANS DOUTE !

UN Chirurgien de Cambrai, le Dr Borda, vient d'être arrêté ainsi que deux dames, pour avortement.

Selon certains journaux, cette affaire n'est aucunement entachée de vénalité, les femmes délivrées appartenant en général aux classes travailleuses.

Ce fait est exceptionnel. Tout le monde sait que la « haute société », acharnée à prêcher et à imposer une soi-disant morale, ne s'embarrasse pas de nombreuse progéniture et que, dans ces sphères, il n'éclate jamais des « scandales » comme celui qui défraie actuellement la chronique cambrienne.

Dans le douillet Faubourg-St-Germain, triplement protégé par les matelas de billets de banque, la police et les médecins de famille, les « accidents » de ce genre sont rapidement et discrètement soignés avec toutes les garanties scientifiques désirables. Et « l'honneur » ainsi que les comptes en banques, défendus contre toute atteinte.

Dans ce cas, comme dans de nombreux autres, la société confère aux privilégiés l'arme qui permet de détourner les lois : l'argent. Mais que ceux qui grouillent dans la rue, dans les quartiers populaires, s'avent à détruire leurs patrons, leurs chefs, leurs maîtres, alors se dressent de terribles difficultés et d'innombrables dangers. La femme abandonnée dans quelque hôtel borgne, sans ressources, sans travail et sentant en son sein frémir une vie qu'il lui est interdit en fait de conserver sous peine de voir son enfant livré aux pires tourments

de la misère, se heurte aux faiseuses d'anges qui peut-être la mutilent pour la vie, aux flics, aux juges, à la prison.

Au même titre qu'une marchandise quelconque, l'avortement est l'objet de spéculation, de trafics honteux, du haut de l'échelle sociale jusqu'en bas, jusque dans les coins noirs, dans les ruelles perdues où l'on vend à des prêts exorbitants laminaires, sondes, drogues dangereuses, où certains individus tirent leur immonde existence de la location de spécimens. Entremetteurs, entremetteuses, racoleuses, médecins marrons, tout un monde interlope grouille autour des ventres fécondés, que réquisitionne la loi.

Ce marché noir de l'avortement, cette spéculation sur une marchandise prohibée, a ses truands, ses margoulin, ses criminels et aussi ses princes.

En 1937, on a reconnu officiellement que, chaque année, l'avortement, en France, délabrait dangereusement la santé de 200.000 femmes !

Et les esprits les plus clairs, des savants connus, des hygiénistes ont maintes fois dénoncé ces méfaits dont la cause unique est la loi.

On parle de scandale, on parle de crime. Mais où est le crime ? Où est le scandale ?

Tuer un fœtus est crime. Mais tuer à petit feu des millions d'hommes dans les taudis de Saint-Denis, d'Aubervilliers, de St-Ouen, de la rue Saint-Martin, de Marseille, de Lyon et d'ailleurs et de partout dans cette douce France où les familles s'entassent à quatre, cinq, six et parfois davantage dans une même pièce, sans air, sans lumière, sans espoir. Dans ces taudis où les rats pullulent, où la tuberculose, l'alcoolisme, les maladies vénériennes règnent en maîtres, dans ces hôtels meublés souillés et repoussants, asile des jeunes ménages où les bébés se ferment et meurent comme des plantes privées de soleil, est chose normale. — Où est le crime ? Dans les rues, bordées de murs lépreux, où rampe la prostitution, dans les bistrots où l'alcool produira les milliards nécessaires à la guerre, dans

I L fut un temps où une des dédications du marxisme-léninisme auprès des jeunes, des ouvriers et des intellectuels était son côté coup-de-poing-sur-la-table. La doctrine de Marx-Engels-Lénine-Staline permettait en effet à des hommes éccœurs par la lamentation chrétienne de se ressaisir pour transformer le monde dans une lutte que l'on voulait sans merci. Les hommes communistes aimait se présenter comme « des gens d'une facture à part », « taillés dans une étoffe à part ». Tout ce que la doctrine comportait de muscles et d'acier était appelé à satisfaire une classe ouvrière brûlée par la privation et à satisfaire une catégorie d'intellectuels issus de la faderie bourgeoise et une jeunesse avide de se révolter. Les mots dictature et discipline s'offraient aux consciences avec un sens régénérateur... Les membres du Parti se devaient d'être de roc, cela valait mieux que d'être en état de grâce, sans pêche... Nous avions affaire à des conquérants !

Qui en reste-t-il aujourd'hui ? Bien peu de choses !

Les anarchistes dont on se gaussait de voir « secrèter de la morale en quantité double » dans les milieux marxistes, sont tout étonnés à l'heure actuelle de ne trouver que plenurie et sentimentalisme chez les tenants du marxisme-léninisme. Le bolchevik qui se voulait révolutionnaire coriace se révèle à eux avec le gémissement des martyrs ! Partout on n'entend que plaintes. Plaintes sur la Résistance, plaintes sur le Capitaine Lambert, incarcéré pendant quatre-vingt mois à la prison de Nîmes, plaintes sur le F.T.P. Edmond Couderc, jugé après quatre ans de détention, plaintes sur Kabinsky, condamné à mort par la Cour d'assise de Sabine-et-Loire, plaintes sur les arrestations du capitaine Azema, Jouenne, Pellas, Perillaud, Juin, plaintes sur le colonel Drumond, sur Yves Moreau, professeur de lettres, commandant F.F.I., sur René Houzé, plaintes sur le lieutenant-colonel Cayrol, etc... tous communistes ou communistes arrêtés par le méchant Moch et le vilain Ramadier !

Ce n'est pas moral ! Ce n'est pas juste ! lit-on dans la presse « d'extrême gauche ». Eh ! Quoi ? Y aurait-il une morale, une justice ? Eh quoi ! s'attendait-on à ce que MM. Moch et Ramadier et leurs sbires respectassent les lois ? S'attendait-on à ce que la police de la Sécurité du Territoire offrit le whisky et le cigare à Drumond avant que de l'interroger ? S'attendait-on à voir le portrait de Staline dans les bureaux de la police ? Quel naïveté ! Dans les bureaux de la police Drumond a vu le portrait de de Gaulle et il a été interrogé sans relâche pendant plus de trente heures, débou et sans dormir comme une simple cheftaine de scouts genre Simone Wadier ! Beau jeu d'étonnement, n'est-ce pas ?

Ce n'est pas moral ! Ce n'est pas juste ! On bafoue la Résistance ! On bafoue les travailleurs ! Le ministre de l'Intérieur jouit des pouvoirs discrétionnaires ! Ramadier est un lâche !

Quelle pitie ! Quelle misère ! nos révolutionnaires marxistes n'en reviennent pas ! Les hommes communistes, les rocs se transforment tout d'un coup en pâte de guimauve ! Allons, messieurs, du nerf, du nerf ! Que Diable ! Pour vous ragallerdir voici une citation, c'est Lépine qui parle au sujet de la répression. Du nerf messieurs !

(Suite page 2, col. 6)

Pour assurer au "Lib" une assise financière solide
il manque encore

6.000 ABONNÉS

Lecteurs, Sympathisants, Militants
Abonnez-vous !

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Une effervescence de bénitier

met le doigt dans un dangereux engrangement.

On se demande en effet pour quelles raisons le travail de l'ostensoir ne serait pas tarifié au même titre que le camembert et les pieds pannés ? Surtout que le spirituel — si l'on peut dire — est extrêmement bas. Le préfet, par exemple, si elle est de série, livrée en vrac, en détail, en gros ou demi-gros, se doit de subir les mêmes variations de cours que tout produit loyal et marchand. Idem pour les messes basses ou aiguës, les communions, les enterrements et mariages. Vive le syndicalisme de bénitier et à bas le marché noir ! Voilà le cri de ralliement autour duquel doivent se grouper toutes les soutaines vraiment progressistes et averties des impérieuses nécessités du relèvement économique et de la moralité commerciale.

Les travailleurs du chapelet doivent s'organiser et ne pas craindre de sonner les cloches aux jeunes qui pourraient freiner ce mouvement émancipateur. Déjà quelques-uns, s'inspirant des conseils du Cosmopolite de toutes les Russies et de l'abbé Buller, exigent le travail aux pièces. D'autres parlent de grèves perlées, de combat collectif. L'effervescence gagne de poche en poche les bénitiers se dessèchent, les cierges sont mal mouschés et les crosses épiscopales s'agencent en vue d'imprévisibles réactions. Mais le courant syndicaliste s'affirme envers et contre tout. Jusqu'au jour où Moch alerte remettra tout en place.

A coup de crosses.

L'Eglise catholique s'occupe beaucoup en ce moment des questions sociales. Elle soutient certains syndicats, se penche sur le sort des travailleurs et, par la voix de M. Riquet, proclame la nécessité du chef de l'Etat, de la police, de l'armée, du patronat, le tout largement assaillié d'eau bénite.

Mais il y a mieux encore ou pire, comme l'on voudra. La voile révolutionnaire vient d'être officiellement ouverte aux troupes ahuries des égrevineurs de chapelets par M. Pie lui-même. Le capitalisme, a-t-il proclamé, est contre nature ! Le résultat de cette prise de position extrême ne s'est pas fait attendre : à Thionville, les enfants de chœur se sont mis en grève. Parfaitement. Ces lampistes de sacristie en ont assez de travailler pour un salaire dérisoire et exigent une massive augmentation. Qui pourraient leur donner tort, puisque le Grand Sorcier du Vatican lui-même dénonce l'exploitation de l'homme par l'homme ?

Mais l'exemple est contagieux, il se pourra que sacristains, séminaristes et abbés suivent l'exemple de ces apprenants curé dont on ne sait s'ils sont déjà affiliés à la C.F.T.C. L'Eglise

100.000.000.000

(Suite de la première page)

ceux de papier crasseux que l'on appelle la monnaie. Voilà. Et tout est subordonné à cette ronde de milliards, à cette ronde de zéros avec lesquels nos économistes distingués, nos Petché et nos Reynaud se débattent comme dables en bénitier. Les zéros ont une importance première, une telle importance même, que l'on suspend l'édition de barres, et remet la reconstruction aux caisses grecques afin que leur nombre et maintienne intact sur les registres du ministère des Finances.

Il y a une raison à cela. Une raison profonde, intangible et démocratique. Sans zéros, pas d'économistes, pas de financiers et partant, pas de bénéfices, de dividendes, pas de parasites et pas de gouvernement. Il faut donc que tout soit transposé dans le domaine symbolique du zéro. Et en vertu de cette obligation, les Français auront droit, sinon au beefsteak quotidien et au logement salubre, du moins à une armée prestigieuse, des gendarmes par légions et des colonies où iront fructifier les zéros pour le plus grand bien des banquiers et des colons.

Tout étant ainsi réduit à un simple chiffre, il devient facile de tenir les cordons de la bourse. De notre bourse. Et certains messieurs, nos « honorables », ainsi que leurs protégés, banquiers, gros propriétaires, industriels et commerçants s'en trouvent fort à l'aise. Les premiers n'ont-ils pas « utilisé » à des fins mystérieuses quelque mille milliards dont on ne parle plus et que les « intérêts » fonctionnaires de la Cour des Comptes semblent avoir oublié ? Et l'Impex ? Ce fameux Impex qui, à lui seul, en a englouti autant ? Sous l'étoffoir, avec Sainrapt et Brice, Joanno et Cle !

Quelle et Petché aujourd'hui se lamentent. Cent milliards ! Et l'opposition de se frotter les mains. On demandera des comptes, tout en évitant, bien sûr, d'effrayer des souvenirs communs et fâcheux. Des souvenirs qui rappellent la belle époque où tous, opposants et gouvernants du jour, dansaient une grande fraternelle autour d'un budget inépuisable grâce à la candeur des contribuables, du travail aux pieds, du patriote de la C. G. T. et du fonctionnement continu de la planche à billets. Un budget aux vannes grandes ouvertes pour les uns comme pour les autres, pour les pe-

tites amies, les voyages sur la Côte d'Azur et les lampadaires chinois.

Mais tout cela est histoire ancienne. Passons l'éponge. La France attend. D'ailleurs, la roue a tourné et le gâteau gouvernemental est devenu fêté convoité d'une fraction. Finie le temps de l'union sacrée et des pillages en commun. On exige maintenant on se dresse en paragon de la moralité, du civisme, on propose des économies sur les salaires et des compressions de personnel à la S. N. C. F. Et le gouvernement de rechercher encore d'autres solutions : augmentation des transports ? Augmentation des impôts ? Augmentation massive de l'essence ? Dévaluation ? Amnistie fiscale ? Cette dernière proposition retient le plus vif intérêt. Il s'agit de la France, n'est-ce pas ?

Répétons-le : il faut trouver 100 milliards. Peut-être davantage ? Peut-être moins ? On ne sait encore au juste. Mais on n'est tout de même pas à 50 milliards près ! En tout cas, les 400 milliards du budget de la guerre seront maintenus et la guerre d'Indochine également. Là-dessus tout le monde est d'accord, surtout que, tout bien pesé, le mal ne peut venir que de ce pelé, ce tondu, ce galeux : la S. N. C. F.

Pensez : un déficit de 21 milliards !

Pourtant cette organisation vitale est minutieusement réglée à l'aide de 170 PRIMES DIFFÉRENTES rien que pour les salaires, des milliers de règlements, tous plus ou moins compréhensibles et utiles ; on y pousse le souci du travail bien fait en y faisant surveiller les travailleurs par un nombre égal de contrôleurs, sous-contrôleurs, directeurs, sous-directeurs, chefs et sous-chefs, tous solennellement coiffés d'une prestigieuse casquette.

Et il n'y a que 21 milliards de déficit. Une victoire en quelque sorte.

FEDERATION ANARCHISTE

145, quai de Valmy. Permanence de 9 h. à 12 h. et de 14 à 19 heures

La Vie des Groupes

1^{re} REGION

Notre vieux camarade Hocine Mourat est gravement malade depuis plusieurs mois. Il n'a pas droit aux assurances sociales de plus il est sans ressources. Nous faisons appel à la solidarité pour aider ce camarade. Adresser les fonds à Georges Laureyns, 80, rue Francisco-Ferrer, Lille (Nord). C.C.P. Lille 1650-65.

Service de Librairie chez Georges Laureyns, 80, rue Francisco-Ferrer, à Flers-Lille. Lille : permanence tous les same-s, de 18 h. 30 à 19 h. 30, 13, rue du Molinet.

2^{re} REGION

Le Conseil régional se réunira le mardi 31 mai 1949, à 20 h. 30. Le lieu et l'ordre du jour seront indiqués sur une circulaire aux secrétaires de groupes. Présence indispensable d'un délégué de chaque groupe.

Le Secrétaire régional.

Les camarades sont priés de passer au Quai Valmy pour retirer les cartes de la Fête organisée le 18 juin Salle Suisse.

Paris XV^e. — Groupe PAX, 1^{re} et 3^{re} jeudi, à 20 h. 30, Grande Salle, 31, rue du Général-Baer (angle rue de Vaugirard), métro Vaugirard. Bus 48, 49, 80, jeudi 19 mai, conférence par A. Robin : Les réalisations sociales en Suède.

Groupe Louise-Michel (18^e). — Jeudi 19 mai réunion du groupe 20, rue de Léon (Olympique au sous-sol), à 20 h. 30. Présence de tous indispensable.

Courbevoie. — Réunion tous les premiers, troisième et quatrième lundis du mois. Les sympathisants y sont admis.

Groupe de Livry-Gargan. — Réunion du groupe le lundi 23 mai, à 21 heures, petite salle de réunion de la Mairie. Préparation de la réunion publique du 29. N° 3 de « Parole Libertaire ».

Saint-Denis. — Réunion, le jeudi 19 mai, à 20 h. 30, 33, rue Pinel, à Saint-Denis. Remise des cartes.

LA JUSTICE JUSTE ET CELLE QUI NE L'EST PAS

A propos de Simone WADIER

justice populaire, j'entends celle que le peuple exerce lui-même sans y mettre de formes, est souvent plus prompte, plus vindicative dans son irréflexion brutale, que la justice des magistrats. Je pense à cette jeune maman et à son bébé que, près de chez moi, peu de temps après la Libération, une rafale de mitrailleuse abatit sauvagement. Vous avez deviné le prétexte de cette exécution sommaire : le père du petit enfant était un militaire de la Wehrmacht.

Qu'on m'entende bien : je dirais volontiers comme Montaigne, « nul juge n'a encore parlé à moi en qualité de juge, pour quel que cause que ce soit, ni mienne ni autre, ou criminelle ou civile ; nulle prison ne m'a reçu, non pas seulement pour m'y promener ; l'imagination m'en rend la vue, même du dehors, déplaisante. »

Seulement, n'étant plus tout à fait un gamin, à mesure que les ans rapprochent inexorablement mes pas de la trappe sombre où nous bavurons tous, tôt ou tard, je me sens pris d'une incroyable pitié pour tous les êtres qui semblent n'exister que pour se déchirer les uns les autres et se rendre mutuellement malheureux. Je n'oublierai certes pas que d'un côté sont les marxeaux, de l'autre le fer qu'on bat, ici les puissants, là le troupeau des faibles, en haut, les juges, en bas, la foule des justiciables. Je sais aussi que la

justice populaire, j'entends celle que le peuple exerce lui-même sans y mettre de formes, est souvent plus prompte, plus vindicative dans son irréflexion brutale, que la justice des magistrats. Je pense à cette jeune maman et à son bébé que, près de chez moi, peu de temps après la Libération, une rafale de mitrailleuse abatit sauvagement. Vous avez deviné le prétexte de cette exécution sommaire : le père du petit enfant était un militaire de la Wehrmacht.

Le peuple, hormis quelques esprits lucides, manque de sagesse, lui que la condamnation d'un objecteur de conscience laisse indifférent et veule.

Il se commet d'atrocies méfiaites, que nous réprobons, mais nous nous indignons quand la justice sanctionne sévèrement des peccadilles. Avec Montaigne que je citais tout à l'heure et Anatole France (1) dont je vais rapporter quelques propos, je me demande si n'est pas parfois « des condamnations plus criminelles que le crime ».

« Les juges ne sondent point les reins et ne lisent point dans les cœurs ; aussi leur juste justice est-elle rude et superficielle. Encore se faut-il de beaucoup qu'ils s'en tiennent à cette grossière écorce d'équité, sur laquelle les codes sont écrits. Ils sont hommes, c'est-à-dire faibles et corruptibles, doux aux forts et impitoyables aux petits. Ils consacrent par leurs sentences les plus cruelles iniquités sociales et il est malaisé de distinguer dans cette partialité ce qui vient de leur basse personne, de ce qui leur est imposé par le devoir de leur profession, qui est, en réalité, de soutenir l'Etat. »

Et Anatole France ajoute plus loin :

« Il est clair qu'ils ont intérêt à déclarer coupable celui qu'ils ont d'abord soupçonné. Ils écartent la

justice comme une importune et ne donnent accès que lorsque l'accusation a revêtu ses armes et composé son visage. »

Je ne connais ni Mme Wadier ni ses convictions philosophiques ou politiques. Je soupçonne fort qu'elle n'est pas des nôtres, et peut-être la « considération sociale » dont jouit sa famille n'a-t-elle pas été étranglée par appuis qui, finalement, firent triompher sa cause qui était celle de l'innocence odieusement bafouée ?

Je souhaite que l'émotion qui s'empare des cœurs, non encore complètement racornis, quand on leur révèle de quelle façon on extorque des aveux, ne s'apaise pas rapidement, telle une houle épêtrière.

Puissent les larmes que versa une jeune femme, dans les geôles où la sottise et la méchanceté de quelques-uns la retenaient, injustement plus d'une année, bouleverser longtemps encore d'autres consciences que celles des habitants d'une petite ville de province !

Est-il permis d'espérer qu'elles gagneront les hommes et les femmes de bonne volonté à l'idéal de ceux qui veulent affranchir tous les êtres des horribles sujétions et des injustes souffrances ?

H. ROUGIER.

(1) Les opinions de M. Jérôme Colgnard.

La Jeunesse et nous

Notre rubrique étant ouverte à tous les groupes de jeunes révolutionnaires et à leurs initiatives, nous nous faisons un plaisir d'insérer cet article, qui nous vient de la S.A.T., marquant chez les espérantistes le désir d'être toujours aux côtés des mouvements révolutionnaires.

Note de la Commission des Jeunes.

CHEZ LES ESPÉRANTISTES

EN déplaît aux linguistes distingués et aux admirateurs séniors de toutes les particularités nationales, l'espéranto n'est pas mort.

Ce que deux guerres mondiales n'ont pas anéanti ne sera pas détruit par les propéthies des conformistes à l'esprit étroit et à la vue courte.

La langue internationale progresse toujours.

Il y a 27 ans, la fondation de S.A.T. (Association Mondiale Anationale) marquait une nouvelle étape de l'espérantisme. Cessant de considérer l'espéranto comme un but en soi, la nouvelle organisation le définissait comme un outil permettant de concrétiser l'internationalisme à la base pour les travailleurs révolutionnaires de toutes tendances.

En 1947, au 20th congrès de S.A.T. à Aarhus, les jeunes décidèrent à leur tour d'organiser et d'élaborer un plan d'action. Dans le domaine des loisirs, des camps organisés par l'un des groupes doivent réunir chaque année les camarades de différentes régions du monde (juillet 1948 : Hollande, juillet 1949 : région parisienne). Précisons que conformément à l'esprit anational de S.A.T., aucune section nationale n'a été créée. L'utilisation d'une langue commune a permis de dépasser le stade d'une structure internationale pour atteindre le cosmopolitisme. Sur le plan de l'éducation un échange permanent de correspondance et de documentation entre individus et groupes permet de confronter des points de vue parfois divergents et de connaître dans quelles conditions vivent et luttent les jeunes du monde entier.

L'esprit de solidarité est fermement entretenu par l'hébergement des camarades « étrangers » de passage et l'aide complète qui leur est apportée pendant leur séjour.

Faut-il rappeler que les jeunes de S.A.T. se refusent de considérer l'espéranto comme une panacée ou comme une quinzaine de l'Évangile et de la pénitence ? Pour l'avènement d'une société nouvelle, une langue commune n'est certes pas la condition suffisante mais c'est à coup sûr, une condition absolument nécessaire.

AUTOUR de la Résistance

(Suite de la 1^{re} page)

« Scientifiquement parlant, la dictature est un pouvoir qui n'est limité par aucune loi, qui n'est géré par aucune règle et qui s'appelle directement sur la violence. La dictature signifie — prenez-en une fois pour toutes, messieurs les cadets — le pouvoir illimité s'appuyant sur la force et non sur la loi. »

Vous voyez, Moch et Ramadier se conduisent en bons marxistes. Ah oui ! dites-vous, leur but n'est pas le même que le vôtre ! Ce sont des adversaires... Attendez-vous donc autre chose de vos adversaires ? Vous attendez la loi dites-vous ? Vous attendez la loi bourgeois ? celle évidemment qui n'est pas destinée aux lampistes, une loi bourgeois pour capitaines et colonels, une loi pour intellectuels et non pas une loi pour les ouvriers car alors n'est-ce pas ?... ce serait la loi de Lénine et celle-là vous n'en voudrez pas pour vous-mêmes, vous manquez peut-être d'un peu de résistance, non ?

Du nerf, messieurs ! Du nerf ! Avec un peu d'efforts vous arriverez peut-être aux cheveux de cette femme qui a nom Louise Michel, une anarchiste, dont l'attitude était celle-ci :

Le Président. — Vous reconnaissiez avoir voulu assassiner M. Thiers ?

L'accusée. — Parfaitement. Je l'ai dit et je le répète.

Le Président. — Accusée, avez-vous quelque chose à dire pour votre défense ?

L'accusée. — Ce que je réclame de vous qui vous affirmez Conseil de guerre, que vous donnez comme juges, qui ne vous cachez pas, comme la commission des grâces, de vous qui êtes des militaires et qui jugez à la face de tous, c'est le camp de Satory où sont déjà tombés nos frères.

Il faut me retrancher de la société. On vous dit de la faire, eh bien ! le commissaire de la République à raison. Puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part, moi ! Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance et je dénoncerai à la vengeance de mes frères les assassins de la commission des grâces... »

Oui, messieurs les intellectuels marxistes, prenez-en de la graine... vous qui appartenez à l'armée du camarade Lénine, attendez-vous autre chose de la répression ?

Serge NINN.

CONGRES ESPERANTISTE S. A. T.

Les uns et les autres organisent des congrès de la paix ; les uns et les autres cherchent pour ce faire des sommes de toute nature. Tout autre sera l'aspect du congrès espérantiste de Sennecaio Asoci Tuimondo (S.A.T.) qui aura lieu à Paris (grande salle de la Mutualité) du 30 juillet au 3^{re} août.

CULTURE ET RÉVOLUTION

A propos du livre de Ch.-Aug. BONTEMPS

La démocratie devant l'autorité

NOUS retrouvons dans le court ouvrage de Ch.-Aug. Bontemps les mêmes préoccupations qui animaient la brochure parue en 1946, « L'Esprit Libertaire ». Mais il s'agit, cette fois, d'une sorte de préface importante (92 pages) à une étude que prépare l'auteur sur l'Evolution de la Liberté des origines à nos jours.

Dans son essai-préface, Bontemps nous dit sa conception de la révolution et du progrès de l'Homme. Nous ne soucierons pas, hâtivement, aux thèses de Bontemps sur le progrès (l'homme ne change pas, mais les conditions modifient son comportement) encore qu'elles nous tentent. Ses idées sur la Révolution retiendront surtout notre attention. Avant de nous y arrêter, donnons notre adhésion à la majeure partie de l'exposé de Bontemps démontrant que l'économie ne peut diriger en société autoritaire : le politique commande.

Disons notre accord également avec la critique de l'illusion technocratique. Toutes ces parties du petit ouvrage de Bontemps sont remarquables de clarté.

Et revenons à la Révolution. Magistralement, Bontemps esquisse une théorie d'un relativisme social, aboutissant à cette conclusion qu'il n'y a de libéralisme que ce relativisme.

Après avoir condamné le sophisme autoritaire, il s'en prend donc à des formes simplistes des théories anarchistes. Il est la même question « d'excès de l'anarchisme » et Bontemps écrit au sujet de l'esprit libertaire qu'il est « plus simple et plus vivant, que les théories sociales d'un anarchisme XIX^e siècle sclérosé en doctrines sommaires ». Bontemps critique surtout le dogmatisme, l'esprit étroit de nombreux anarchistes, confinés dans la dévotion à des formules périmées, inadéquates aux réalités.

Nous avons certes beaucoup à prendre de ces critiques, même si elles nous paraissent excessives, car il est vrai qu'il règne (qu'il régnait, surtout) parfois chez nous un certain étichisme de mots, un souci d'affirmer commodelement les principes plus que d'examiner objectivement les faits.

Mais, justement, peut-être Bontemps n'a-t-il pu encore s'en informer, le mouvement anarchiste d'aujourd'hui tend à la confrontation, à l'étude objective, à l'analyse des réalités sans le souci préalable de justifier les principes. Mais il est bien évident qu'il n'y a pas de combat possible, pas de militarisme, pas même sous forme d'esprit libertaire, qu'il n'y a pas accord au moins sur quelques valeurs morales, sur quelque conception des relations sociales, sur des principes donc : solidarité, négation de la nécessité de l'Etat, affirmation de la possibilité de la gestion directe, etc.

Or, Bontemps parlant des anarchistes sociaux, les affuble de l'appellation de « libertaires passionnés instinctifs ». Eh oui, il y a de la passion, de la ferveur dans la volonté de la plupart des jeunes militants (et des anciens, donc !). Le choix d'une morale, d'une philosophie, d'une attitude, d'une volonté de construction d'un monde fait pour l'homme, ne requiert pas la froideur, comme s'il s'agissait de la résolution d'un problème d'algèbre.

Mais en quoi cette « passion » du choix et du combat, et même l'attrait « instinctif » pour un idéal, sont-ils des obstacles au sérieux, empêchant-ils nos amis d'être des « libertaires objectifs » ?

Ils se tiennent, dit Bontemps, dans une « obstination mystique », ils ne « consentent pas à transiger sur leur idéal ». Certes, mais ils étudient et confrontent pour préparer et réaliser. Ne pas transiger sur l'idéal n'empêche point de tenir compte des faits et des obstacles. Et l'on peut être un anarchiste militant et forcené sans en rester « aux conceptions romantiques d'une évolution ».

Il y a eu à côté des sentimentaux relativement inconsistants, des Bakounine, des Makhno, des Camillo Berneri... Et c'est vers ceux-ci que nos jeunes tournent leurs regards. Vraiment, Bontemps connaît mal la nouvelle génération.

Bontemps écrit (page 87) : « Il est évident que le guide utile que constitue une théorie formelle deviendrait vite un facteur de stagnation s'il prenait figure de dogme. On n'enferme pas les données d'une révolution dans un cadre rigide. On ne suspend pas non plus la vie dans l'attente d'une révolution ».

Que pouvons-nous écrire de mieux et qui représente mieux notre point de vue d'anarchistes militants, qui soit une meilleure expression de l'esprit général de la Fédération Anarchiste ?

Alors, tous malentendent mis à part, qu'est-ce donc qui nous sépare profondément de Bontemps ?

Est-ce la forme de réalisation possible d'une société libertaire ? Bontemps écrit pourtant : « Il est choix d'un guide pour nous conduire par les voies d'une plus grande liberté économique et sociale, m'incline sans rigueur dogmatique, sans aveuglement idéologique, vers les vues très générales qui fondent les doctrines de tendance fédéraliste... ». Seulement, Bontemps — la suite de son texte le prouve — considère que ce fédéralisme ne serait pas nécessairement radical, intransigeant, anarchiste au sens où nous l'entendons. Il pense

même qu'on y retrouverait finalement une manière de gouvernement, une sorte de semi-état.

Bontemps, ne croyant pas à la Révolution, c'est-à-dire à une transformation radicale, se contente donc d'une sorte d'anarcho-réformisme.

Certes, nous n'ions pas qu'il y ait des transitions et que l'anarchisme (ses réalisations sociales) soit un « perpétuel devenir », mais nous concevons ces transitions toujours sous la forme de la gestion directe et notre fédéralisme (même s'il ne conduit pas du premier jour au communisme et s'il faut traverser des périodes de collectivisme), notre fédéralisme reste celui de Bakounine et James Guillaume excluant l'Etat avec le remplacement des politiques par la force collective.

A ce sujet, Bontemps (page 81), déclare ne pas saisir ce qu'a voulu dire Proudhon. Précisons que pour nous, cela signifie la disparition d'une police spécialisée, d'un pouvoir exécutif aux ordres des Comités ou Gouvernements et son remplacement par les milices, le peuple étant directement le pouvoir exécutif.

Nous savons bien que le vrai problème est en définitive celui du contrôle et du pouvoir réel, problème posé après comme avant les Révolutions. Mais justement, notre conception du fédéralisme nous offre les solutions, en dehors de tout dogmatisme.

Tandis que Bontemps voit les transitions même dans l'ordre statique, il n'est pas évident pour Bontemps que tout gouvernement repose sur la coercition ou les concessions passagères. Il est possible, selon lui, de « cantonner l'autorité de l'Etat » dans les fonctions qui lui incombent.

C'est l'idéal des bourgeois libéraux, et non une étape vers le monde libertaire. Pour nous, le ferment libertaire trouve un appui — et des racines de réalisation — dans le monde statique même, mais en dehors ou à côté des structures gouvernementales, dans les coopératives, les syndicats, les mouvements de loisirs à gestion directe, etc. la situation est, de ce point de vue, peut-être plus favorable en 1949, sous le régime de l'étatisme envahissant que sous l'Etat simple gendarde de 1848.

Nous pourrions retourner contre Bontemps l'épithète d'utopiste qu'il décerne aux anarchistes militants.

Nous admettons que le simple courant d'esprit libertaire — opposé pratiquement à l'existence d'un mouvement anarchiste révolutionnaire, aussi souple et peu dogmatique soit-il — peut donner un progrès dans les mœurs, mais un mouvement anarchiste ne néglige pas forcément cette tâche.

Mais, l'esprit libertaire, lorsqu'il n'est pas en fait, l'idée anarchiste (mise à jour, repensée, recréée sans cesse, à l'appel même de Proudhon), aboutit trop souvent à se satisfaire d'une démocratie formelle et de ses garanties médiocres. L'esprit libertaire dégénère alors en simple esprit libéral.

C'est ce que nous voulions dire à Bontemps, c'est ce que nous voulons signaler à nos camarades en leur conseillant de lire ce court ouvrage de Bontemps qui fait réfléchir et qui nous offre le plaisir de lire une prose souple, claire, superbement articulée, au service d'une pensée séduisante.

FONTAINE.

(Editions « Les Cahiers Francs »)

TERREUR POLICIÈRE contre les libertaires de Hambourg

La renaissance du Reich se traduit pour nos camarades d'Allemagne par une renaissance des persécutions dont ils ont déjà tant souffert sous le régime nazi. Les Russes, contrairement à ce que l'on pourrait croire, n'ont pas le monopole des procédés bassement policiers, et à Hambourg, en zone britannique, nos camarades sont également victimes du renouveau nazi. Un communiqué de la Fédération Libertaire de Hambourg, daté du 12 avril 1949, nous apprend que, le 6 décembre 1948, la nouvelle police allemande a arrêté le camarade C. Langer, vieux militant antimilitariste et libertaire, secrétaire de la Fédération de Hambourg.

L'imprimeur des journaux libertaires « Der Freie Sozialist » (« Le Socialiste Libertaire ») et « Jugendfoerderung » (« Fédération des Jeunes ») a été arrêté à son tour ainsi que la fille de Carl Langer. Pendant quatre mois, Langer, vieillard de 70 ans, a été détenu dans les prisons de Hambourg et traité selon les méthodes classiques chez les policiers de tous les pays. Gravement malade, notre camarade a failli trouver la mort au cours de cette détention préventive et absolument injustifiée. Enfin, Langer a été libéré, mais il est affaibli et souffrant. Des secours peuvent lui être envoyés à l'adresse suivante : Kulturfoerderung Hambourg, chèque postal 39983 ou à Joulin Cria, qui transmettra. (CCP 5561-76.)

APRÈS LA LEVÉE DU BLOCUS DE BERLIN

Vers une nouvelle politique mondiale ?

L'ALLEGRESSE provoquée par la levée du blocus de Berlin a été superficielle. On se rend parfaitement compte que tout reste à faire, que l'antagonisme des « Deux Grands » est toujours aussi virulent ; le maintien du pont aérien à lui seul le démontre.

Dans quelques jours — le 23 mai — la conférence des « Quatre » — c'est-à-dire des « Deux » — va s'ouvrir à Paris et, avec elle, une nouvelle phase du développement de la situation diplomatique mondiale. En premier lieu, on traitera sans doute du problème allemand et nul ne sait encore si cette question, rendue dangereusement complexe par le jeu des intérêts économiques, militaires, politiques, en un mot par le jeu de ceux qui dirigent le monde, pourra être résolue.

La première question qui se pose aux esprits les moins avares, est de savoir si les Russes se sont résignés à abandonner l'Allemagne. Leur position à ce sujet est bien connue et a été définie à Varsovie voilà plus d'un an : traité de paix, gouvernement centraliste, évacuation des troupes d'occupation, autant de propositions jugées inacceptables par les occidentaux, et tendant à se concilier l'opinion allemande.

Mais à cette époque, la position russe était beaucoup plus solide qu'aujourd'hui. Elle avait l'initiative, imposait le blocus berlinois et, à travers l'Europe, en France et en Italie en particulier, à l'aide des C.G.T. secouait rudement les économies occidentales. Depuis, la route a tourné. Le plan Marshall a vaincu à triomphé, l'Union européenne, la Constitution de Bonn, le mark de la trizone garantie par le dollar, et, coiffant le tout, le Pacte Atlantique, se sont victorieusement opposés à l'avance soviétique.

Pourtant, la position de Staline n'a pas changé que l'on sache, et dès lors, on se demande, à Washington en particulier, ce que cache cette persistance dans une position difficilement acceptable dans une période de fléchissement ? Car il ne fait aucun doute qu'à l'heure actuelle l'unification de l'Allemagne se ferait au large détriment de la zone orientale où toutes les « réformes socialistes » instaurées par les Soviets devraient être sinon entièrement, du moins partiellement annulées.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

Et pourtant, la position de Staline n'a pas changé que l'on sache, et dès lors, on se demande, à Washington en particulier, ce que cache cette persistance dans une position difficilement acceptable dans une période de fléchissement ? Car il ne fait aucun doute qu'à l'heure actuelle l'unification de l'Allemagne se ferait au large détriment de la zone orientale où toutes les « réformes socialistes » instaurées par les Soviets devraient être sinon entièrement, du moins partiellement annulées.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

Et pourtant, la position de Staline n'a pas changé que l'on sache, et dès lors, on se demande, à Washington en particulier, ce que cache cette persistance dans une position difficilement acceptable dans une période de fléchissement ? Car il ne fait aucun doute qu'à l'heure actuelle l'unification de l'Allemagne se ferait au large détriment de la zone orientale où toutes les « réformes socialistes » instaurées par les Soviets devraient être sinon entièrement, du moins partiellement annulées.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalinien, que peut être rétabli l'unification allemande.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, et de surcroit avec, comme conséquence, des élections générales qui consacraient certainement l'écrasement du parti stalini

POUR UN SYNDICALISME de combat

Le monde syndical remue. Les lamas s'agitent, exhibent des barèmes, des statistiques, des chiffres, se réunissent avec les ministres intéressés et arguent de la nécessité impérieuse d'élever le pouvoir d'achat, d'établir les conventions collectives, de provoquer la baisse des prix industriels. C.G.T., C.F.T.C., F.O. tour à tour unis en front commun, ou agissant séparément, sollicitent des entrevues qui avec Queueux, qui avec le Conseil Economique — qui avec Pierre ou Paul — Les hautes sphères gouvernementales, patronales, financières se peuplent de conférences, de discussions, de tapis verts. Il s'agit de savoir si la hausse du blé sera préjudiciable à la classe ouvrière et surtout à l'économie, si le déblocage des salaires est recommandable, par quels moyens le budget retrouvera son équilibre et si les bénéfices et dividendes peuvent absorber une augmentation des salaires.

Tout est pesé, calculé, marchandé. Chacun a sa clientèle à saisir ; ceux-là le patronat, ceux-ci les travailleurs et les uns comme les autres s'efforcent de trouver la synthèse permettant de concilier ces incompatibles, et de maintenir debout le capitalisme, excellent père nourricier du syndicalisme officiel, des politiciens et du patronat, tous exploiteurs de la jobardise et du travail des producteurs.

Le travailleur a oublié une chose essentielle : il est un étranger dans la société actuelle. Il est tenu à l'écart de sa gestion et du partage des richesses qu'il produit. Lorsque les affaires vont bien et que la main-d'œuvre manque, les patrons poussés par l'appétit du gain, n'hésitent pas, parfois, à payer au-dessus des barèmes syndicaux. Mais si la demande décline, alors l'ouvrier est jeté à la rue et peut crever, mendier ou voler, peu importe. Il devient un être inutile, embarrassant, inopportun, et que l'on affublera d'un uniforme pour s'en débarrasser sur quelque champ de bataille.

Dès lors il nous importe peu de savoir s'il est possible ou non d'assurer notre existence. Il nous importe peu que le budget soit équilibré ou non, que la monnaie dégringole ou se maintienne. Nous exigeons le droit de vivre, un point c'est tout. Et si l'action syndicale violente réussit à imposer des revendications tellement excessives que tout l'économie capitaliste s'ébranle, tant mieux ! tant mieux ! Et nous donnerons le dernier coup d'épingle. Et comme nous sommes le nombre, les bras et les cervaux nous ne serons pas enterrés sous les ruines. Nous les débâillerons et construirons un monde nouveau.

A. DUPRE.

En pays minier

40.000 ABSTENTIONNISTES 100.000 NON-SYNDIQUÉS face à la répression

N'en déplaise au sieur Turrel qui se débat dans le Peuple, les mineurs et similiaires n'ont pas rendu le verdict qui attendait ces messeurs de la Fédération du sous-sol.

Certes, sur 200.905 inscrits, 112.200 se sont prononcés pour la C.G.T. alors que 32.700 se recommandaient de la F.O. et 16.900 de la C.F.T.C. Mais une fois de plus il y a des abstentions : 40.000. Or, aucun des « grands centraux » ne souffle mot de cette masse de réfractaires « inscrits ». Et pour cause.

Le chiffre même de 200.905 inscrits nous laisse songeurs. Au moment de la grande grève des mineurs, la Fédération du sous-sol cégétiste s'engouffrait dans la guerre plus de 300.000 guerriers noirs. Que sont devenus ces 100.000 travailleurs ?

REVUE de la PRESSE syndicale

Mauriac fait des émules. Après Carel : Gaston Monmousseau. Il écrit dans la Vie ouvrière (C.G.T.) :

Vous tous et toutes qui, par centaines de milliers, lisez chaque semaine la Vie ouvrière, je vous prends à témoignage : jamais nous n'avons mis en cause la loi religieuse.

Nous pouvons nous donner rendez-vous pour l'avenir ; des opinions religieuses, nous ne ferons jamais une pomme de discorde entre travailleurs.

Je suis communiste et je pense en marxiste, mais je n'oublie pas que j'ai cru en Dieu et que, d'après en étape, j'ai mis cinquante ans pour en arriver où j'en suis.

...pour en arriver où j'en suis ! Quel aveu ! Enfant de cheur d'abord, mangeur de curés ensuite et maintenant racoleur de soutanes et de vieilles filles racornies pour le compte de saint « Joseph », autant de glorieuses étapes jalonnant une belle carrière de révolutionnaire de sacrifice !

De force ouvrière ces constatations pertinentes sous la plume de Jacques Chomion, auxquelles nous soucrivons : Parce que le Syndicalisme libre d'aujourd'hui rend la tradition pacifique du syndicalisme d'hier, le mouvement syndical libre ne doit pas rester indifférent aux problèmes qui se posent sur le plan international et il doit se dresser résolument contre tous les régimes totalitaires.

Pour notre part, nous répondrons toujours : présent ! aux côtés de tous ceux qui veulent, avec les travailleurs, combattre pour un monde libre débarrassé de toutes dictatures économiques et impérialistes... Les travailleurs n'ont jamais voulu la guerre, car ils savent qu'avec ses massacres et ses destructions, elle aboutit au recul de la civilisation.

Mais, avant tout, pour faire disparaître tout esprit de conquête et d'hégémonie, il faut surtout faire disparaître le chauvinisme et le nationalisme. Il faut préparer la classe ouvrière au refus de faire la guerre et lui offrir à un moment donné les moyens d'exprimer sa capacité économique et politique.

...Le mouvement syndical doit également lutter pour une Europe unie,

première étape dans l'organisation des Etats-Unis du monde, mais surtout pour recréer l'internationalisme ouvrier basé sur la fraternité des peuples et tendre à l'élevation de l'amour de l'humanité.

La paix n'est possible que par la constitution d'une internationale syndicale libre avec des hommes libres qui, seuls, garantira la paix du monde.

Regrettons toutefois la pauvreté de la conclusion. Car le problème est beaucoup plus complexe que ne le laisse supposer J. Chomion.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution des syndicalistes révolutionnaires.

...La Paix, pour nous, ne dépend pas de grandeur nationale. Elle ne dépend pas de frontières.

La Paix, c'est l'égalité des races, la tolérance entre les individus, le respect de son semblable.

La Paix ne connaît pas de raison d'état. Ce ne sont pas les paroles des politiciens qui veulent désintoxiquer leurs semblables pour les abrûter à leur façon.

Et c'est la C.N.T. Métallurgie qui nous donne la solution